

Le rapport des Français à l'énergie

Enquête Harris Interactive pour  **HEINRICH BÖLL STIFTUNG** et **FRANCE**



Enquête réalisée en ligne du 28 au 30 novembre 2017. Échantillon de 1 004 personnes, représentatif des Français âgés de 18 ans et plus. Méthode des quotas et redressement appliqués aux variables suivantes : sexe, âge, catégorie socioprofessionnelle et région de l'interviewé(e).

*_**

A la demande de la *Fondation Heinrich Böll* et de la *Fabrique Ecologique*, Harris Interactive a réalisé une étude afin de mieux connaître **le regard que portent les Français sur les enjeux de la politique énergétique**, dans un contexte de préoccupation croissante à l'égard du changement climatique et de la protection de l'environnement.

Comment est perçu l'engagement de la France dans la lutte contre le changement climatique ? Quelle perception les Français ont-ils des enjeux et de la politique énergétique menée par leur pays ? Quels investissements prioritaires prônent-ils pour l'avenir ?

Que retenir de cette enquête ?

Les Français estiment que leur pays pourrait faire mieux en matière de lutte contre le réchauffement climatique

- **Comment les Français évaluent-ils l'application par leur propre pays de l'accord de Paris sur le climat, deux ans après son approbation suite à la COP 21 (décembre 2015) ? Leur jugement est plutôt partagé : la majorité d'entre eux estiment que la France fait office d'« élève moyen » au niveau international, appliquant cet accord au même rythme que les autres pays (59%). Seuls 15% d'entre eux considèrent qu'elle l'applique plus rapidement (plus particulièrement parmi les hommes, les personnes âgées et les catégories aisées), et 9% qu'elle l'applique plus lentement (notamment parmi les plus jeunes), quand 17% ne se prononcent pas. **Le regard porté sur l'Allemagne est assez similaire** : près de la moitié des Français estiment que ce pays applique l'accord de Paris « ni plus rapidement ni plus lentement que les autres pays » (47%), 11% qu'elle le fait plus rapidement que la moyenne et 18% plus lentement.**
- **Si la moitié des Français considèrent que la France joue un rôle de leader mondial dans le domaine de la lutte contre le changement climatique, la plupart d'entre eux se montrent néanmoins critiques quant à l'intensité de son implication dans ce domaine.** En effet, près de 2 Français sur 3 estiment que l'engagement de leur pays n'est pas suffisant face aux enjeux climatiques (64%) et ils sont encore plus nombreux à considérer qu'il devrait faire plus en la matière (76%). Les personnes les plus critiques, à cet égard, sont les femmes, les jeunes de 18 à 24 ans et les sympathisants de Gauche. De fait, la plupart des Français (77%) **reprochent au gouvernement de communiquer plus que de mener des actions concrètes sur ce sujet** (à noter que c'est également le cas de la majorité des sympathisants de La République En Marche, seuls 37% d'entre eux considérant que le gouvernement agit plus qu'il ne communique en matière de lutte contre le changement climatique).

L'énergie : un enjeu majeur, mais une gestion considérée comme perfectible

- La plupart des Français s'accordent à voir dans le secteur de l'énergie « un atout pour l'économie française » (81%) et à considérer que la politique énergétique française devrait être un enjeu important (89%, et même « très important » pour 43%). **Néanmoins, la majorité d'entre eux (55%) ne se disent pas satisfaits à l'égard de la politique énergétique actuelle de leur pays**, contre seulement 44% qui s'en déclarent satisfaits (ces derniers étant plus particulièrement des personnes âgées de 65 ans et plus, des cadres et professions libérales, ainsi que des sympathisants de Droite et de La République En Marche). **64% estiment que les pouvoirs publics en France n'accordent pas assez d'importance aux enjeux énergétiques** (contre seulement 10% qui considèrent qu'ils leur accordent trop d'importance et 25% ni trop ni pas assez d'importance). 38% jugent même que la France est en retard par rapport à l'Allemagne en matière de politique énergétique (contre 19% qui pensent au contraire qu'elle est plutôt en avance).
- **Les Français dressent ainsi un inventaire non exhaustif des problèmes qu'ils perçoivent dans le rapport de leur pays aux enjeux énergétiques.** Le souci le plus unanimement relevé est celui du **gaspillage** : 87% d'entre eux estiment en effet qu'« il y a trop de gaspillage d'énergie » et 85% qu'« il n'y a pas assez d'économies d'énergie » en France. La **vétusté des infrastructures** est également désignée : les installations de production et les réseaux de distribution d'énergie sont respectivement jugés trop anciens par 80% et 75% des Français. De même, une importante majorité perçoit **une dépendance trop grande du pays à l'égard des énergies fossiles (pétrole, etc.) et du gaz** (75%), ainsi qu'à l'égard du **nucléaire** (74%). Enfin, la question du **prix de l'énergie** est également évoquée, puisque seulement 43% des Français estiment que « l'accès de tous à une énergie bon marché est garanti ».

Un regard positif sur la transition énergétique et le développement des énergies renouvelables

- Quand on les interroge sur la transition énergétique, les Français évoquent spontanément le **développement, nécessaire pour une grande partie d'entre eux, des énergies renouvelables** (notamment le solaire et l'éolien), et la réduction concomitante de la place du nucléaire dans la production d'énergie en France. Et certains déplorent la lenteur de ce processus, voire le retard français qu'ils perçoivent en la matière. **De fait, la transition énergétique est considérée comme un enjeu majeur par l'immense majorité des Français (91%),** près de la moitié d'entre eux y voyant même un enjeu « prioritaire » pour l'avenir (47%).
- **Invités à indiquer dans quel type d'énergie la France devrait prioritairement investir à l'avenir, les énergies renouvelables sont massivement préférées au nucléaire,** même si tous ne feraient pas totalement une croix sur ce dernier. Ainsi, confrontés à un choix entre 4 possibilités théoriques pour les années à venir, **les Français privilégieraient l'investissement dans le développement des énergies renouvelables (44%), devant une combinaison mêlant investissement prioritaire dans le renouvelable et minoritaire dans le nucléaire (31%).** Ce sont avant tout les femmes et les sympathisants de Gauche qui se tourneraient en priorité vers l'une ou l'autre de ces deux solutions. **En revanche, l'investissement prioritaire dans le nucléaire ne serait privilégié que par une minorité de Français :** 12% choisiraient de consacrer ces ressources à la modernisation du parc nucléaire et la prolongation de la durée de fonctionnement des centrales nucléaires, et 11% à un investissement prioritaire dans le nucléaire et minoritaire dans les énergies renouvelables (les hommes et les sympathisants de Droite ayant un peu plus tendance à choisir l'une de ces deux possibilités).
- Dans la même logique, concernant les actions à mettre en place à l'avenir, **les Français sont beaucoup plus favorables à des propositions s'inscrivant dans le domaine de la transition énergétique qu'à la construction de nouvelles centrales nucléaires.** Ainsi, plus de 90% d'entre eux se disent favorables au fait de « renforcer les aides pour la rénovation de bâtiments en termes d'isolation ou de mode de chauffage » (92%), « accroître le soutien au développement des coopératives citoyennes qui produisent elles-mêmes leurs propres énergies à l'échelle locale » (92%) ou « favoriser l'autoconsommation de l'énergie produite de manière autonome par les particuliers, les communes et les régions » (91%). En comparaison, seuls

32% seraient favorables à la construction de nouvelles centrales nucléaires. Par ailleurs, face au dilemme posé par des projets ayant un impact négatif pour le climat mais positif pour l'emploi, 60% des Français estiment qu'il faut les refuser et 38% qu'il faut les accepter.

- **Au final, la transition énergétique apparaît, aux yeux des Français, bien plus comme une opportunité (63%, et plus encore parmi les hommes, les catégories aisées, les sympathisants de Gauche et de La République En Marche) que comme un risque (seulement 11%). A cet égard, l'exemple allemand tend à apparaître comme une source d'inspiration voire un encouragement à avancer dans cette voie.** En effet, si les Français ne considèrent pas que la transition énergétique en Allemagne a résolu tous les problèmes (en particulier celui de la réduction des émissions de CO₂), ils en ont une image plutôt positive, estimant majoritairement qu'elle a permis de relancer l'emploi et l'économie (65%) et de montrer qu'un pays peut sortir du nucléaire (64%), qu'elle a donné l'impulsion pour une évolution mondiale vers les énergies renouvelables (57%), et qu'elle a contribué à la protection du climat (56%).

Pour un rôle plus important de l'Europe et des coopératives citoyennes en matière d'énergie

- **Les Français sont loin de considérer qu'une bonne politique énergétique doit être organisée seulement au niveau national. Au contraire, l'échelon européen apparaît particulièrement pertinent à leurs yeux.** Ainsi, 54% d'entre eux estiment que, dans le domaine de l'énergie, la France devrait s'associer davantage avec l'Europe d'une manière générale (contre 14% qui pensent l'inverse) et 51% avec l'Allemagne (contre 11%). En revanche, le jugement est beaucoup plus partagé concernant les autres potentiels partenaires comme les Etats-Unis, la Chine ou la Russie : 32% des Français pensent qu'il faudrait davantage s'associer avec eux en matière énergétique, contre 26% qui estiment au contraire qu'il faudrait moins le faire (40% privilégiant le statu quo).
- **Pour agir dans le bon sens en matière d'énergie, les Français font avant tout confiance aux coopératives citoyennes (78%) et à l'ADEME (71%),** mais aussi, de manière un peu plus nuancée, aux ONG / associations (66%) et aux régies locales (64%). C'est plus particulièrement le cas des personnes issues des catégories aisées, ainsi que des sympathisants de Gauche et de La République En Marche. En revanche, ils sont plus partagés en ce qui concerne le rôle des institutions locales ou nationales (56% font confiance

aux élus locaux et aux collectivités territoriales, 49% au Ministère en charge de l’Energie et aux pouvoirs publics en général), ainsi que des entreprises de production et de distribution de l’énergie (46%).

*_**

Merci de noter que toute diffusion de ces résultats doit être accompagnée d'éléments techniques tels que : la méthode d'enquête, les dates de réalisation, le nom de l'institut – Harris Interactive –, la taille de l'échantillon.

A propos de Harris Interactive

Harris Interactive France est un acteur historique du marché des études.
Dirigé par ses fondateurs Nathalie Perrio-Combeaux et Patrick Van Bloeme, l’institut propose des approches innovantes, qualitatives et quantitatives, en France comme à l’international.
Harris Interactive repense le marché en alliant innovation technologique et accompagnement d'experts au-delà des études. Pour aider ses clients à prendre les meilleures décisions, avec un temps d'avance. Depuis juillet 2014, Harris Interactive Europe (regroupant Harris Interactive France, Allemagne et UK) a rejoint ITWP permettant ainsi à ce groupe international d’étendre sa présence dans la filière études.

Suivez l'actualité de Harris Interactive sur www.harris-interactive.fr, [Facebook](#), [Twitter](#) et [LinkedIn](#).

Contacts Harris Interactive en France :

Laurence Lavernhe - 39 rue Crozatier - 75012 Paris – Tel : 01 44 87 60 94 - 01 44 87 60 30 - llavernhe@harrisinteractive.fr
Jean-Daniel Lévy - Directeur du Département Politique & Opinion - 01 44 87 60 30 - jdlevy@harrisinteractive.fr